

FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE DES ECONOMIES AFRICAINES

3-5 Mars 1999 – Dakar, Sénégal

**CADRE MACRO-ECONOMIQUE POUR LA CROISSANCE
ET L'EQUITE EN AFRIQUE**

PREPARE PAR :
S. OLOFIN
CENTRE D'ECONOMETRIE ET DE RECHERCHE APPLIQUEE
DEPARTEMENT D'ECONOMIE
UNIVERSITE D'IBADAN
IBADAN, NIGERIA

Mars 1999

Original : Anglais

Ce document a été rédigé dans le cadre du forum sur la compétitivité future des économies africaines. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre d'Econométrie et de Recherche Appliquée (Université d'Ibadan, Nigeria).

CADRE MACRO-ECONOMIQUE POUR LA CROISSANCE ET L'EQUITE EN AFRIQUE

RESUME

La présente étude analyse certains fondamentaux macro-économiques vitaux pour susciter la compétitivité des économies de l'Afrique sub-saharienne (ASS) sur les marchés mondiaux. Ses résultats laissent lire que la performance des économies de l'ASS est à la traîne par rapport à celles des pays d'Asie de l'Est et de l'Amérique Latine, sauf en matière d'inflation. Les facteurs les plus néfastes pour les économies de l'Afrique sub-saharienne sont l'absence de politique crédible et l'instabilité politique. Ces facteurs ont partie liée avec les changements de politiques et les remous sociaux, des institutions de marchés peu structurées ou inexistantes et une corruption très répandue. Par suite, les frais d'établissement en Afrique sub-saharienne est élevé, ce qui conduit tant à une fuite de capitaux qu'au découragement des capitaux d'investissement étrangers. La situation dans nombre de pays d'Afrique sub-saharienne a été davantage aggravée par le problème encore plus récent du fardeau de la dette extérieure.

Une analyse comparative de la performance économique de ces dernières années, présentée dans cette étude, montre que la croissance réelle positive que la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne ont connu entre 1994-1996 est un phénomène cyclique. Elle a été influencée par les améliorations des conditions météorologiques, la hausse éphémère des prix de certains produits. La relance qui en a résulté a été de faible niveau et il est peu probable qu'elle perdure à moyen terme. Ce faisant, la région peut ne pas enregistrer de gains importants en compétitivité. La présente étude met, par ailleurs, l'accent sur le fait que la plupart des économies de l'Afrique sub-saharienne sont engluées dans une chausse-trappe d'équilibre faible caractérisé par un cercle vicieux de revenus faibles, d'épargnes insignifiantes, d'investissements peu importants et de pauvreté à grande échelle. Elle souligne qu'il est certes nécessaire de réaliser de bons fondamentaux macro-économiques mais que cela ne suffit pas pour accroître la compétitivité économique. Outre les bons fondamentaux macro-économiques, les économies de l'Afrique sub-saharienne doivent remplir des conditions minimales pour un décollage sur le chemin de la croissance auto-entretenu. Une des conditions les plus importantes, que les économies de l'Afrique sub-saharienne ne remplissent pas, est le progrès technologique.

Cette étude passe au peigne fin quelques-uns des défis de politique à relever pour emmener les économies de l'Afrique sub-saharienne à améliorer leur compétitivité macro-économique. Elle met en exergue la nécessité d'accorder l'attention qui se doit aux bons fondamentaux macro-économiques. A cet égard, l'étude met l'accent sur la nécessité d'affiner certaines des politiques macro-économiques dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). Il est nécessaire d'accorder une attention particulière au rôle interventionniste des gouvernements. Cela devrait aller bien au-delà des rôles conventionnels de maintien de la loi et de l'ordre pour toucher à un engagement actif dans un partenariat avec le secteur privé. La nature et la portée de l'intervention doivent être déterminées de temps à autre par une analyse. Elles peuvent également changer d'un pays à un autre. On devrait mettre un accent global sur les politiques de mobilisation des ressources nationales, d'inversion des fuites de capitaux et opérer une répartition plus efficace des ressources. Les énormes potentiels non exploités dans le secteur informel jusque-là négligé mérite une attention toute particulière.

La présente étude souligne la nécessité d'une stratégie de développement bien définie qui renforce la technologie. Ladite stratégie devrait promouvoir une modernisation rapide du secteur informel et devrait accélérer l'avancée vers une distribution plus équitable des revenus. En dernier ressort, la présente étude attire l'attention sur le peu de considération accordée à l'analyse rigoureuse dans la plupart des économies de l'Afrique sub-saharienne. Il s'impose d'accorder une attention soutenue à l'analyse comme base de formulation, de mise en œuvre et de suivi efficace des politiques s'impose. Cela est d'autant crucial qu'il ne peut y avoir de prescriptions de politique simple, unique et définitive pour aborder à la fois les défis complexes actuels et à venir de compétitivité soutenue.

à les influencer. Pour ce qui est de l'organisation de la présente étude, après le chapitre introductif, nous procéderons dans la partie II à une analyse rapide des éléments clé d'un environnement macro-économique souhaitable. Certains de ces éléments sont brièvement examinés par rapport aux conditions existantes en Afrique sub-saharienne et en comparaison avec des indicateurs similaires en Asie de l'Est et en Amérique Latine. La partie III porte sur une analyse de la performance macro-économique récente et débouche sur les perspectives à moyen terme. Dans le chapitre IV, nous jetons un regard rapide sur les arguments théoriques qui se cachent derrière ces sujets de préoccupation. Dans le chapitre V, nous nous attelons à analyser les arguments conventionnels (conditions sine qua non) pour la compétitivité macro-économique. Nous jetons également un regard sur les problèmes importants d'adhésion nécessaire des décideurs à une stratégie et une analyse de développement viables. Nous bouclons cette étude par la conclusion, dans la partie VI.

II QUELQUES FONDAMENTAUX MACRO-ECONOMIQUES.

Au nombre de certains des facteurs qui déterminent la compétitivité internationale d'un pays par rapport à ses fondamentaux macro-économiques et sont également importants pour influencer sur la croissance et l'investissement, il y a (Jayaraman, 1996) :

- (i) **Le taux d'inflation** : un taux d'inflation élevé aura tendance à décourager l'épargne et l'investissement privés. Le maintien du taux d'inflation à un niveau bas requiert des politiques fiscales responsables évitant les déficits budgétaires persistants. Il exige également une approche disciplinée de politique monétaire, y compris le renoncement des autorités monétaires au recours à l'emprunt intérieur, (Fairbarn, 1992). L'inflation dans les pays de l'Afrique sub-saharienne a été relativement stable comparée au niveau d'inflation à trois chiffres connu dans certains pays latino-américains, et est tout à fait comparable à celle des pays d'Asie de l'Est. Toutefois, quand nous faisons une désagrégation, certains pays minés par la guerre comme la République du Congo, le Liberia et la Sierra Leone ont également connu des taux d'inflation persistants à trois chiffres.²
- (ii) **La politique de taux de change** : la gestion du taux de change a des incidences sur l'investissement privé. Diverses études de données observées (Dornbusch, 1988 ; Severn, 1990 ; Severn et Solimano, 1993) ont démontré que la dépréciation réelle du change est susceptible d'affecter l'investissement d'au moins trois manières : à travers, primo, le coût réel du capital, le taux d'intérêt réel et à travers le rendement réel. Par conséquent, le maintien de la compétitivité internationale requiert des politiques volontaristes de régulation du taux de change réel. La tendance en matière de taux de change a été, en gros, favorable aux pays de l'Afrique saharienne. Les taux de change réels des pays de l'Afrique saharienne ont été, en moyenne, moins dépréciée qu'en Asie de l'Est ces deux dernières années. L'index de la dépréciation réelle du change est passé de 149,42 dans la période de 1970-79 à 147,97, et à 102,09 respectivement dans les périodes de 1980-84 et 1985-94. Cependant, à compter du milieu de la décennie 1980, le taux de change réel a été beaucoup plus volatile en Afrique saharienne qu'en Asie de l'Est.
- (iii) **La politique monétaire** : on considère le coût d'utilisation du capital comme un facteur important dans les décisions d'investissement prises par le secteur privé. L'investissement privé baisse quand on relève le coût d'utilisation du

² Pour plus de comparaisons, voir *The African Competitiveness Report, 1998*, Forum Economique Mondial, HIID....

capital en augmentant le coût du crédit bancaire ou en accroissant le coût d'opportunité des bénéfices non distribués qui représentent également une source importante de dépenses d'investissement. Diverses études (Green et Villanueva, 1991 ; Solimano, 1992) ont montré que les taux d'intérêt élevés ont un impact négatif sur la croissance de l'investissement.

- (iv) **La politique fiscale :** La politique fiscale se répercute sur l'environnement macro-économique essentiellement de trois manières, à savoir : le financement du déficit fiscal, l'incertitude résultant d'importants déficits fiscaux et la complémentarité ou la capacité de substitution entre l'investissement privé et l'investissement public. Le financement du déficit fiscal par la création de monnaie réduit les encaisses monétaires en accentuant la pression sur les taux d'intérêt. D'un autre côté, le faire au moyen de dispositions financières contraignantes a des effets néfastes. D'une façon ou de l'autre, on réduit l'investissement privé, et cela peut avoir des incidences sur les exportations et la croissance économique. Par ailleurs, financer les déficits fiscaux par le biais d'un emprunt extérieur accru restreint également la croissance économique dans la mesure où il réduit la confiance des investisseurs. Dans nombre de pays d'Afrique saharienne, le déficit fiscal en est venu à constituer, au fil des ans, une grave menace pour la croissance économique et la compétitivité macro-économique. Au cours de la période 1985-94, le taux de croissance moyen de la région se situait au-dessus de 4%, soit quatre fois plus qu'en Asie de l'Est ou en Amérique Latine. L'impact négatif que cela a sur l'investissement intérieur se traduit par le bas niveau de crédit intérieur qui a chuté de 15,34 à 5,12 et à 1,85%, respectivement dans les périodes de 1970-79, 1980-84 et 1985-94. Les taux d'Asie de l'Est sont respectivement de l'ordre de 14,24, 13,36 et 10,38% pour les mêmes périodes.
- (v) **Crédibilité et stabilité de politique :** On se retrouve face à des incertitudes quand il y a une faible exécution des politiques annoncées. Dornbusch (1988) et Rodrik (1989) mettent l'accent sur l'importance de la perception par l'investisseur de la volonté et la capacité du gouvernement à mettre en œuvre une stratégie de croissance tournée vers le secteur privé. Le manque de crédibilité des réformes de politique ou la peur des changements de politiques constitue une source importante d'incertitude. En général, les investisseurs ajournent l'investissement ou n'investissent pas du tout dans un contexte marqué par des incertitudes. Le fait d'asseoir les mesures d'incitation à l'investissement sur des mesures de politiques crédibles, stables et prévisibles a un impact positif sur l'investissement global. (Jayaraman, 1996).

Le besoin de stabilité des institutions qui ont pour objectifs de promouvoir la croissance et l'investissement a partie liée avec le problème des réformes de politique. Grosso modo, « institutions » désignent les règles, les cadres juridiques réglementaires et les normes sociales qui régissent les transactions économiques. North (1990), indique que les coûts des transactions ont une incidence importante sur les décisions d'investissement. Quand ces institutions sont complexes et peu fiables, elles augmentent les coûts des transactions, chose qui ne stimule pas l'investissement. En règle générale, quand les institutions sont instables, les investisseurs préfèrent les placements plus mobiles, sans entraves et moins durables, et les produits n'exigeant pas d'importants capitaux. Par la suite, les réformes institutionnelles peuvent s'imposer pour réduire de tels coûts.

Si la crédibilité de politiques est mesurée à l'aune du niveau de l'endettement extérieur et la capacité ou la volonté d'assurer le service de ces dettes, alors nombre de pays

d'Afrique saharienne sont en mauvaise posture en matière de crédibilité de politiques. Le niveau du fardeau de la dette peut à la longue conduire à un besoin des impôts pour assurer le service de la dette, accroissant ainsi les frais d'établissement. Ceci pourrait décourager l'investissement. Secundo, l'importance du fardeau de la dette pourrait affecter la cotation de crédit d'un pays et faire de sorte qu'il soit très peu rationné sur le marché international du capital. Ceci donnerait le signal du coût accru d'une nouvelle dette qui, à son tour, découragerait de nouveaux investissements. Tertio, un niveau plus élevé d'endettement et de service de la dette pourrait avoir un effet d'éviction limitant l'épargne intérieure disponible pour l'investissement. Si on mesure le niveau d'incertitude au rapport la dette extérieure et du ratio du produit intérieur brut, les pays de l'Afrique saharienne étaient comparables aux pays d'Asie de l'Est dans les années 1970, avec des taux respectifs de 23,79 et 27,57. Entre cette époque et maintenant, ce rapport est devenu beaucoup important pour les pays de l'Afrique saharienne, 81,24 comparé à 44,24 et 63,10 pour l'Asie de l'Est et l'Amérique Latine respectivement.

L'incertitude et l'instabilité peuvent également être liées au changement rapide de gouvernements, aux troubles sociaux et politiques, aux changements intempestifs intervenant dans les politiques gouvernementales eu égard aux fréquents changements de gouvernement. Au cours de la période de 1970 à 1994, alors que l'Asie de l'Est n'a pas connu de guerre au niveau régional, la région de l'Afrique Sub-saharienne en a connu six. Il y a eu neuf guerres civiles en Asie de l'Est, comparé à dix-neuf dans la région de l'Afrique Sub-saharienne. Alors qu'il y a eu huit révolutions en Asie de l'Est, il y en a eu vingt et une dans la même période en Afrique Sub-saharienne.

(vi) Stabilité et décollage économique : L'accent grandissant mis sur la stabilité et la compétitivité macro-économiques par la Banque Mondiale et les autres Institutions ne doit pas être appréhendé comme une fin en soi. Il découle plutôt de la nouvelle perception du processus de développement impliquant différents stades de croissance économique où la macro-stabilité est nécessaire pour l'ancien type de décollage à la Rostow. Stiglitz (1996) nous donne une caractérisation plus récente de cette métaphore. Un environnement macro-économique concurrentiel stable se perçoit comme l'équivalent de la satisfaction des différentes conditions pour faire tourner un moteur d'avion à plein régime avant le décollage. Si ces conditions ne sont pas remplies, quelle que soit la vitesse à laquelle le moteur tourne, il n'y aura pas de décollage. Cela peut s'appliquer à une économie qui essaie de réaliser son décollage vers un chemin de croissance soutenue (Ito, 1998). A notre sens, nombre de pays d'Afrique Sub-saharienne pris dans un piège d'équilibre précaire ont besoin d'un tel décollage. Il importe que les conditions minimales suffisantes et nécessaires pour un tel décollage soient mises en place dans chaque pays, dans le cadre d'une recherche de compétitivité macro-économique.

III. ANALYSE DE LA TOUTE RECENTE PERFORMANCE DES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Pratiquement toutes les principales sources qui font une analyse périodique de la performance des économies africaines³ indiquent qu'entre 1994 et 1996 une croissance à grande échelle du PIB réel est survenue dans toute la région. Cela a été accompagné par une certaine croissance dans les exportations, même si ce sont les exportations traditionnelles. L'ensemble de la

³ Au nombre de celles-ci, il y a La Banque Africaine de Développement à Abidjan, Côte d'Ivoire ; La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis Abeba, Ethiopie, principales sources régionales auxquelles s'ajoutent les sources nationales.

région a enregistré une moyenne de 4 à 5% de croissance annuelle en PIB réel. Ceci inverse la tendance de la croissance négative qui a sévi dans la région pendant plus d'une décennie, jusqu'en 1994. Alors que le taux de croissance de la plupart des pays est encore en dessous de ce qui est requis pour une relance forte et soutenue, il est loisible de remarquer que pas moins de 20 pays d'Afrique sub-saharienne ont enregistré une croissance positive entre 1994 et 1996, (BAD, 1997). Au vu de cette croissance positive, il est tentant de tirer hâtivement la conclusion que ce phénomène constituait un important retournement de situation et le fruit d'une ténacité dans la poursuite des réformes.

Les événements survenus en 1997-1998 ont depuis lors confirmé ce que bon nombre de personnes ont cru qu'il se produisait : la croissance positive soutenue s'expliquait en partie par l'amélioration des conditions météorologiques et une réaction cyclique à la légère et éphémère hausse des prix des denrées (Olofin, 1997). Ceci est particulièrement avéré pour le cours du thé et du café, denrées constituant les principales exportations des pays d'Afrique orientale. En 1993, le cours des matières premières, hormis le pétrole brut, s'est nominalement accru d'environ 30%, (Otzen, 1995). Il y a eu également une hausse de la valeur du taux de change réel et, dans certains pays, une inflation plus faible. En dépit de cette tendance positive, le taux de croissance était encore très inférieur aux 9 à 10% de moyenne nécessaire pour accroître de manière substantielle le niveau des revenus par tête d'habitant et assurer une réduction soutenue du niveau de pauvreté. Comme le montre le tableau 3.1,

TABLEAU 3.1
PIB REEL PAR TETE
(croissance annuelle de..%)

	1970-87	1988-96	1996
ASS	-0,3	-0,9	2
Côte d'Ivoire	-0,7	-1,6	4,3
Ghana	-2,4	1,4	2,3
Kenya	1,4	0	1,7
Nigeria	-1,7	0,7	-0,4
Afrique du Sud	0	-0,15	1,1
Ouganda	-	3,3	6,4
Zambie	-2,5	-2,7	1,9
Zimbabwe	-0,3	-1,3	5,5

Source : Données de la Banque Mondiale

le taux de croissance global en PIB par tête a été négatif depuis la décennie 1970, et s'est marginalement élevé à 2% en 1996. Concernant notre échantillon de pays représentatifs choisis⁴, tous, hormis le Nigeria, sont passés d'une croissance négative à une croissance positive. Il faut toutefois souligner que la performance n'a pas été uniforme dans toute la région et que les taux de croissance enregistrés dans la plupart des pays portaient d'une base médiocre de croissance négative prolongée.

⁴ Parmi ceux-ci, il y a l'Afrique du Sud et le Nigeria qui ont, à eux seuls, plus de 50% du PIB du continent. Le Zimbabwe, la Zambie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Kenya et l'Ouganda ont été choisis comme des pays à performance relativement élevée dans leurs diverses sous-régions.

Cependant, quand on procède à l'évaluation globale de la performance dans toute la région depuis 1994, la croissance à grande échelle et, dans certains cas, les améliorations du cadre macro-économique ont été accompagnées par une confiance accrue des investisseurs. Les résultats⁵ de récentes études laissent lire que la confiance dans les affaires s'accroît et pourrait le rester pour les deux à trois ans à venir. Ceci résulte d'améliorations des structures tarifaires, de l'infrastructure, de l'expansion graduelle de la vague de démocratisation, d'améliorations des télécommunications et de la construction d'embryons d'institutions de marché de capitaux.

TABLEAU 3.2
EPARGNE INTERIEURE BRUTE (EN POURCENTAGE DU PIB)

	1965-73	1974-80	1981-87	1988-96	1995	1996
ASS	19,3	23,3	18,5	16,7	15,5	16,2
Côte d'Ivoire	27,9	26,9	22	15,2	20,3	20
Ghana	10,5	8,9	4,5	5,1	9,9	9
Kenya	20,1	19,2	20,5	18,4	12,9	16,9
Nigeria	12,6	26,9	14,2	24,9	20,9	23,8
Afrique du Sud	28,3	31,1	28,6	20,9	18,7	18,3
Ouganda	13,4	5,8	3,1	2,5	7,4	6,3
Zambie	42	27	14,2	10,2	5,9	6,5
Zimbabwe		20,5	26,1	14,8	14,8	18,4

Source : Données de la Banque Mondiale

Tout ceci n'a toujours pas apaisé les craintes et les préoccupations à propos des fondamentaux macro-économiques. Les statistiques disponibles montrent que les PIB par tête d'habitant sont encore inférieurs à ceux des années 1970.

TABLEAU 3.3
INVESTISSEMENT INTERIEUR BRUT (EN POURCENTAGE DU PIB)

	1965-73	1974-80	1981-87	1988-96	1995	1996
ASS	20	23,7	19,8	17,6	18,5	17,8
Côte d'Ivoire	21	25,6	17,4	10,8	15	13,7
Ghana	12	9	7,3	15,1	18,6	18,7
Kenya	21	24,2	23,3	20,7	19,2	19,3
Nigeria	16,1	24,8	15,4	19,8	18,4	19,3
Afrique du Sud	27,9	27,3	24,2	17,3	18,6	17,5
Ouganda	12,3	7,1	8,1	14,3	16,4	16,7
Zambie	30,4	27,9	16,6	12,4	13	11,9
Zimbabwe	20,9	19,7	21,9	21,2	17,5	17,9

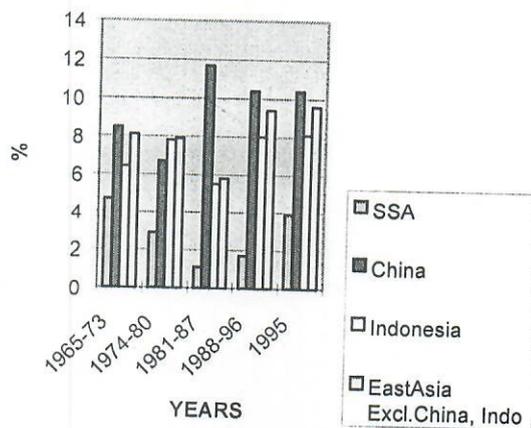
Source : Données de la Banque Mondiale

La croissance de l'épargne et de l'investissement demeure encore très faible. Ainsi que le montre le tableau 3.2, l'épargne intérieure brute en pourcentage du PIB est inférieure à 20% pour la plupart des pays et demeure inférieure à ce qu'elle était dans les années 1970. Il en va de même pour la performance de l'investissement, tel que montré par le tableau 3.3 ci-dessus. L'image d'ensemble qui émerge de ce qui précède est encore celle d'une région empêtrée

⁵ Voir *The African Competitiveness Report, 1998*, Forum économique mondial, HIID.

dans de graves problèmes, en dépit d'effort de réformes de grande envergure dans de nombreux pays. L'environnement macro-économique est loin d'être stable. Jetons un rapide regard sur la performance de la région en matière d'investissement et de croissance, comparé à la performance de l'Asie de l'Est afin de vérifier s'il y a eu quelques gains significatifs en terme de compétitivité relative eu égard à la croissance positive réalisée entre 1994 et 1996.

Figure 3.1 : Croissance de produit intérieur brut réel Graphique



Comme on peut le noter dans le graphique 3.1, la performance du taux de croissance du PIB réel a été systématiquement plus mauvaise qu'en Asie de l'Est. Alors que cette région comparable à l'Afrique sub-saharienne a préservé un taux de croissance annuel constant supérieur à 5%, l'Afrique sub-saharienne est sans relâche resté en dessous de 5%.

**TABLEAU 3.5 :
EPARGNE INTERIEURE BRUTE (% PIB)**

	1974-80	1981-87	1988-96
ASS	23,3	18,5	16,7
Chine	32,3	34,1	38,9
Indonésie	29,3	29,3	32,6

Source : Données de la banque Mondiale

**TABLEAU 3.6
INVESTISSEMENT INTERIEUR BRUT (% PIB)**

SSA	23,3	19,8	17,6
Chine	32,3	35,1	38,1
Indonésie	23,6	27,8	21
Asie de l'Est (hormis Chine, Indonésie)	28,5	30,6	39

Source : Données de la Banque Mondiale

Cette différence de performance peut aisément s'expliquer par la différence dans la performance de l'épargne et de l'investissement dont les taux de croissance comparables figurent dans les tableaux 3.5 et 3.6. L'épargne intérieure brute en ASS est restée inférieure à

20% du PIB depuis 1970, à l'exception de la période 1974-1980 où elle était de l'ordre de 23,3% en moyenne. Les taux similaires pour la Chine oscillent entre 32,3 et 43,2% tandis qu'ils se situent entre 29,3 et 35,8% pour l'Indonésie. Dans ces cas, non seulement les taux sont substantiellement supérieurs aux taux comparables pour l'ASS, mais ils ont connu une hausse, contrairement à l'ASS où ils ont enregistré une baisse. On montre dans le tableau 3.6 un schéma similaire pour la performance de la croissance de l'investissement. Etant donné le bas niveau d'épargne intérieure, une plus grande compétitivité en capacité d'attraction des flux de ressources extérieurs nettes pourrait atténuer le déficit intérieur. Cela n'a toutefois pas été le cas. L'ASS a été moins compétitive dans l'attraction d'investissement étranger direct (IED), de l'aide publique au développement (APD) et d'investissement en portefeuille. L'APD brut octroyée aux pays de l'Afrique sub-saharienne est restée inférieure à 2% du PIB au fil des ans, comme le montre le tableau 3.7.

TABLEAU 3.7 APD BRUTE OCTROYEE A L'ASS [EN % DU PIB]

	1973	1980	1985	1991	1992	1993	1994	1995
Moyenne	0,07	0,1	0,12	0,11	0,11	0,01	0,09	

Coalition Mondiale pour l'Afrique, Rapport annuel de 1996

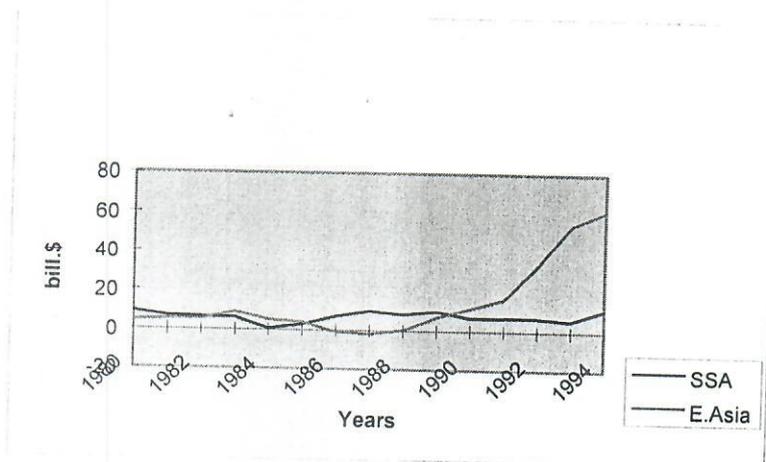
Faute de flux importants de ressources provenant de sources d'investissement privé non-officielles, la Banque et le Fonds Monétaire International (FMI) représentent les principales sources de ressources étrangères investies dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, exception faite de l'Afrique du Sud. Comme indiqué dans le tableau 3.8, les flux de ressources nettes sont, tout bien considéré, beaucoup moindres qu'on ne l'aurait espéré. Les flux de ressources nettes de la Banque Mondiale en direction de l'ASS ont été systématiquement négatifs. C'est seulement quand on tient compte des flux de ressources de l'APD qu'on obtient un flux positif de ressources nettes pour chacune des années considérées. Mais, de façon significative, la valeur de ces flux a baissé très fortement, passant de 1.272 millions de dollars E.U. en 1994 à 681 millions de dollars en 1995. Les transferts effectués à partir du FMI ont été négatifs en 1991 et 1992. Même si elle a été positive d'autres années, la valeur des flux est en baisse.

TABLEAU 3.8 PRET OCTROYE PAR LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI A L'ASS

	[en millions de dollars E.U.]				
	1991	1992	1993	1994	1995
<i>La Banque mondiale</i>					
Engagements	862	506	47	133	68
Décaissements	676	540	516	392	274
Amortissement	968	862	913	1063	1056
Flux nets	-292	-322	-397	-671	-782
Intérêts payés	925	680	686	695	633
Transferts de ressources nettes	-1216	-1002	-1084	-1366	-1415
<i>Total BIRD IDA</i>					
Transferts de ressources nettes	582	877	923	1273	681
<i>Le FMI</i>					

Nous comparons par la suite les transferts réels nets globaux en direction de la région de l'ASS avec ceux partis en direction de l'Asie de l'Est. Il transparaît de la figure 3.2 que les transferts nets se situaient pour l'ASS et l'Asie de l'Est à des niveaux comparables au début des années 1980.

Figure 3.2. Ensemble de transferts réels nets (1994. en millions de dollars E.U)



Tandis que leur valeur est restée moyennement constante pour l'ASS autour de 7 milliards de dollars E.U. en 1994, elle a connu une très forte augmentation pour l'Asie de l'Est pour atteindre 34 milliards en 1992 et a continué de croître constamment par la suite. La récente crise financière est à présent susceptible de freiner cette tendance. Ainsi, en dépit du taux élevé et bien établi de profit sur l'investissement dans les pays de l'Afrique sub-saharienne, le flux de capitaux demeure encore faible, comparé à l'Asie de l'Est. Bien qu'en hausse, la confiance des investisseurs a encore fait un plongeon, chutant d'environ 20% ou plus, comparé au niveau souhaité pour attirer un flux substantiel et soutenu de capital d'investissement étranger.

Jetons enfin un rapide regard sur les perspectives pour 1998 et le moyen terme. On s'attend à ce qu'en 1997-1998 et dans le moyen terme, les perspectives d'évolution soient moins favorables. A partir de la mi-1997, les cours des produits non pétroliers ont connu une chute brutale. Ils ont baissé d'environ 20% ou en comparaison avec leurs niveaux de 1996. En 1997, l'Afrique a connu un important ralentissement quand le PIB d'ensemble est passé d'un taux de croissance moyen de l'ordre de 5% en 1996 à 3,2. On s'attend à ce que la région connaisse une plus grande détérioration en 1998, eu égard à une baisse plus accentuée des cours des produits, au durcissement des conditions d'accès aux capitaux internationaux et à un ralentissement de l'investissement étranger direct en provenance d'Asie.

On s'attend à ce que l'ensemble des perspectives commerciales des économies africaines se dégrade davantage en raison de la dévaluation accrue induite par la compétitivité des exportations de l'Asie de l'Est. On doit s'y attendre en raison de la dévaluation massive qu'elles ont connu du fait de la crise financière survenue en 1997-98. La part de l'Afrique dans le commerce mondial a décliné de manière persistante au cours des trois dernières

décennies et se situe actuellement à moins de 1%. Les prévisions moyennes pour les exportations africaines en 1998 affichent une baisse de l'ordre de 2 à 3% alors qu'on prévoit que la valeur unitaire des exportations baisse d'environ 6% exprimé en dollars. Cela s'explique par le fait que les économies continuent de reposer sur les exportations de produits de base dont les cours continuent de chuter. De la même façon, les quelques exportateurs de produits manufacturés tels que le Zimbabwe, le Lesotho et l'île Maurice sont susceptibles d'être confrontés à une plus âpre concurrence de la part de produits asiatiques moins coûteux.

On s'attend à ce que le financement extérieur net prévu pour la région baisse, passant de 16,1 milliards en 1997 à 10,6 milliards en 1998. Il est également attendu que les emprunts étrangers nets consentis par les sources officielles aux pays de l'Afrique sub-saharienne baisse de manière encore plus forte, passant de 9 milliards en 1997 à 4,7 milliards en 1998, (FMI, 1998). Ainsi, est-il attendu que la région connaisse une importante diminution de flux de capitaux privés nets, d'APD, d'investissement étranger en portefeuille et d'autres flux officiels étrangers nets en 1998. Il est probable que cette tendance s'aggrave davantage dès que les économies de l'Asie de l'Est commencent à émerger de leur crise actuelle. Le détournement de l'APD tant vers les économies de l'Asie de l'Est que de la Russie peut réduire encore plus la part de l'Afrique dans l'IED mondial qui, à l'heure actuelle, s'élève à moins de 2%. De ce qui précède, il est aisé de conclure que les perspectives de croissance de compétitivité de l'ASS en 1998 et probablement à moyen terme ne sont pas très brillantes actuellement.

IV NECESSITE D'UNE THEORIE PERTINENTE

Les théories, les concepts, les plans et programmes visant à résoudre la crise économique en ASS peuvent avoir échoué (Braun, 1990). On doit cependant tirer des leçons de ces échecs si l'on ne veut pas répéter les erreurs. Généralement, l'adhésion rigide et doctrinaire à une théorie reçue dont on se sert comme base pour formuler des politiques destinées aux pays de l'Afrique sub-saharienne a, au mieux, conduit à des simplifications excessives et fallacieuses. La période qui a immédiatement suivi la vague d'indépendances politiques des années 1960 a vu bon nombre de pays adopter une stratégie autocentrée de développement fondée sur la substitution des importations. L'industrialisation rapide souhaitée ne s'est pas concrétisée. Le classique «argument d'industrie naissante» n'a fait que susciter des industries manufacturières légères très inefficaces et très onéreuses. Elles ne sont jamais sorties de cet état d'industrie naissante. Presque aucun pays n'a fait des pas vers le niveau supérieur d'industrialisation impliquant des industries qui nécessitent des capitaux importants, (Olofin, 1990). Plus récemment, dans le cadre du programme d'ajustement structurel qui a bénéficié du concours de la Banque Mondiale et du FMI, la libéralisation des marchés et la privatisation tant vantées et ayant pour objectifs de favoriser la croissance stimulée par l'exportation ont conduit, dans la plupart des cas, à une *désindustrialisation*, (Mkadawire, 1990). Ce qui apparaît de plus en plus, c'est que l'hypothèse selon laquelle l'expérience de l'Asie de l'Est peut être reproduite en Afrique sub-saharienne relève plus d'un sophisme de composition. Il peut être utile de s'inspirer de la théorie ou même des antécédents historiques pour expliquer le manque de compétitivité des pays de l'Afrique sub-saharienne et la façon dont ils peuvent accroître cette compétitivité. Toutefois, il ne saurait y avoir un tel raccourci en dehors de l'éclairage clair et sans équivoque de la théorie. Ceci s'explique pour l'essentiel par le fait que la théorie néoclassique qui a souvent servi de base d'analyse s'inspire des arguments de tout premier ordre alors que la situation dans la plupart, sinon dans tous les pays de l'Afrique sub-saharienne ne se rapproche guère de ces arguments. Il y a des imperfections du marché et les institutions importantes pour les opérations de marchés tels qu'envisagés en théorie n'existent même pas dans certains cas. Prenons, par

exemple, le rôle des marchés et la nécessité de privatisation des entreprises du secteur public. Cela est devenu une importante composante du programme d'ajustement structurel dans de nombreux pays. Mais le théorème de la privatisation montre à quelle enseigne les conditions à remplir doivent être restrictives pour qu'une privatisation garantisse des améliorations de bien-être, (Stiglitz, 1998).

La théorie de la convergence

On a eu recours aux modèles de croissance néoclassiques du type dit de convergence pour expliquer la hausse des revenus par tête d'habitant de l'Asie de l'Est. Selon certaines hypothèses portant sur la fonction de production, le niveau de revenu y par tête s'explique par le niveau de capital k par tête. Selon d'autres hypothèses supplémentaires, les modèles montrent qu'il existe un certain équilibre unique. A ce niveau de revenu et d'investissement par tête, le revenu et l'investissement sont juste assez élevés pour suffire à compenser la perte de capital. La perte survient par le biais de la dépréciation et de la baisse du capital par tête du fait de la croissance de la population. Vu que l'économie part d'un bas niveau de revenu, l'équilibre converge. Quand bien même le niveau d'équilibre de revenu par tête serait indépendant du taux d'épargne ou d'investissement, un taux d'épargne élevé génère une convergence plus rapide, (Ito, 1998). Ainsi, selon l'argument de la croissance de la convergence, les pays à faibles revenus tels que ceux de l'Afrique sub-saharienne devraient-ils croître rapidement. Mais le fait est que ceci suppose que toutes les conditions préalables à un décollage aient été remplies, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps.

Ito est allé plus loin pour dire que les prévisions de la théorie de la croissance de convergence ne s'appliquent pas de manière stricte à l'expérience des pays d'Asie de l'Est, ce qui fait que leur expérience de forte croissance est souvent appelée «miracle». Il s'est également important de savoir une formule pour la croissance ne peut être tirée de leur expérience parce qu'il y a de nombreuses différences entre les diverses économies. Ils ont en partage l'expérience de fortes épargnes, d'investissement élevé et de promotion de l'exportation que l'on cite souvent comme étant leur dénominateur commun. Il est également assez vrai qu'ils sont démunis en ressources naturelles, très densément peuplés et disposent d'ouvriers instruits et qualifiés. Cependant, alors que l'expérience coréenne a été dominée par de grands conglomérats industriels, les petites entreprises ont propulsé la croissance à Taiwan. Alors que le Japon ne comptait pas sur l'investissement de capitaux étrangers, la Corée et Singapour prenaient appui sur des emprunts étrangers à grande échelle. Les institutions financières taïwanaises sont étatiques alors que celles de Corée elles sont des entreprises privées (*Idem*).

Comparant l'Afrique à l'Asie de l'Est, Ito (1998) souligne qu'un bon nombre de pays tels que le Kenya, le Lesotho, le Togo et la Zambie semblent avoir des conditions sociales comparables à celles d'Asie de l'Est au moment du décollage économique et que ces pays ne l'ont cependant pas réalisé. Ce que cela implique, c'est que les applications simplistes des modèles de convergence aux pays de l'Afrique sub-saharienne peuvent, pour un certain nombre de raisons, être tout à fait trompeuses. Primo, les fonctions de production peuvent ne pas être les mêmes pour tous les pays de l'Afrique sub-saharienne comme les modèles le présument. Secundo, la situation réelle dans ces pays peut être non-linéaire, contrairement aux caractéristiques linéaires traditionnelles de ces modèles. Tertio, ces pays peuvent ne remplir que quelques-unes des conditions nécessaires à un décollage, mais pas les conditions importantes et suffisantes.

La nouvelle théorie de la croissance

La nouvelle théorie de croissance endogène peut, peut-être, être plus adaptée au contexte des pays de l'Afrique sub-saharienne, si elle est soigneusement appliquée (Olofin, 1998). Un des centres d'intérêt de base de la théorie de croissance endogène porte sur les sources d'accroissement de la productivité. A cet effet, les théories micro-économiques constitue une riche source d'expériences analytiques dont on peut s'inspirer pour traiter, entre autres, de problèmes tels que l'utilisation des ressources en recherche et développement, les économies d'échelle, le rôle du capital humain comme contribution à la production et les déséconomies externes dans la production. Ce sont autant de problèmes micro-économiques qui ne requièrent traditionnellement pas de macro considérations au-delà des activités de toute part d'agents engagés dans un échange. Dans la nouvelle approche, il faut à présent donner un contexte global à ces considérations. Il ne devrait pas être difficile de s'apercevoir des problèmes analytiques qui pourraient en résulter. Faute d'autres choses, il se pose d'horribles problèmes d'agrégation. La façon dont de nombreuses personnes s'attellent à l'heure actuelle à aborder de tels problèmes dans la littérature consiste à simplement entreprendre une analyse micro-économique et à lui donner une interprétation macro-économique par le truchement des hypothèses nécessaires. Bien entendu, ceci ne sied pas à des fins de conceptualisation adéquate. Cela est tout particulièrement vrai si ces théories doivent faire l'objet d'une validation empirique et si nous devons nous attendre à des applications en matière de prescriptions de politique. Ce sera toujours un sujet intéressant de recherche dans un avenir plus ou moins proche.

Bref, la nouvelle théorie de croissance ne constitue pas à un abandon de la théorie traditionnelle de croissance. C'est une ré-exploration de la théorie traditionnelle de croissance selon laquelle certaines des variables qui ont jusque-là été rendues exogènes sont à présent rendues endogènes. Et donc, ceci n'est nouveau qu'en ce sens que nous cherchons à expliquer ce que l'on traitait comme allant de soi dans nos modèles traditionnels. En d'autres termes, nous essayons à présent d'étendre les frontières traditionnelles de l'analyse pour intégrer de nouveaux facteurs explicatifs. Néanmoins, le processus de passage de l'exogène à l'endogène n'implique pas nécessairement que nous sommes dès lors capables de tout expliquer.

On attribue souvent l'origine de la théorie de croissance endogène à Romer (1986, 1994), qui a bâti son modèle sur la théorie du changement technique ou du progrès technique. Elle met l'accent sur le rôle des économies d'échelle et des incidences de la formation du capital humain sur l'augmentation du rendement de la main-d'œuvre, (Lucas, 1988). L'argument de base est qu'il y a des répercussions techniques sur les producteurs entre eux. De la sorte, même dans les cas de rendements constants à l'échelle au niveau micro-économique par rapport aux entreprises individuelles, il pourrait en résulter des profits croissants pour l'ensemble de l'économie. La conception de la théorie a par conséquent évolué selon deux axes connexes : la première consiste à chercher à modéliser de diverses manières les différentes sources d'accroissement de la productivité. Certaines sources d'accroissement de productivité modélisées comprennent : la répercussion technologique ou le savoir comme partie intégrante du processus normal d'accumulation ; les phases du développement et l'utilisation du savoir ; la qualité et l'éventail des facteurs intermédiaires ; et l'accumulation de capital humain.

Le second grand axe consiste à chercher à modéliser les imperfections du marché comme sources de croissance endogène. On suppose que même si tous les agents devaient maximiser sur la base de prix donnés, l'équilibre qui lui est associé ne doit pas nécessairement

être efficient, au sens de l'optimum de Pareto du fait de l'incidence des déséconomies ou des rendements à l'échelle socialement croissants impliqués, (Fine, 1998). L'axe intellectuel de la théorie de la croissance endogène repose donc sur deux théories traditionnelles ou reçues. Ce sont la théorie du changement technique et la théorie des imperfections de marché. S'il est ainsi, un examen minutieux de ces deux théories montrerait qu'on peut attribuer l'origine de leur cadre conceptuel de base à Schumpeter et probablement à Kaldorest, et même aux premiers éclairages donnés par Adam Smith (*Idem*).

Ce qui est remarquable par rapport aux applications potentielles aux pays de l'Afrique sub-saharienne, c'est que cette option nous offre l'opportunité de prendre explicitement en compte les imperfections du marché plutôt de les présumer sans importance. En deuxième lieu, elle nous permet de traiter une des composantes les plus importantes du processus de développement qu'est le changement technologique plutôt que de présumer qu'il est déterminé de manière exogène. Il peut se faire que le fait d'avoir jusque-là rendu exogènes ces deux éléments clé du processus de croissance des pays de l'Afrique sub-saharienne explique en grande partie leur incapacité à réaliser un décollage économique en dépit des réformes et de la satisfaction d'autres conditions macro-économiques. Trouver des solutions durables au manque de compétitivité des économies de l'Afrique sub-saharienne pourrait aller bien au-delà de l'approfondissement de réformes et de l'effort de corriger un ensemble de fondamentaux macro-économiques. Il peut exiger d'aller au cœur du problème que constitue la façon dont ces pays peuvent réussir leur décollage pour être dans la course pour la réalisation de la compétitivité.

V. PROGRAMME POUR LA COMPETITIVITE MACRO-ECONOMIQUE

Nous voudrions espérer qu'au point où nous sommes, nous sommes déjà parvenus à vous faire partager la forte impression que nous traitons d'un problème très complexe aussi bien que de situations qui ne se satisfont pas de solutions simplistes ni de formules faciles. Notre conviction est qu'il nous reste encore à tirer les difficiles leçons de la simple et uniforme approche normative du programme d'ajustement structurel. Il est assez vrai que les économies de l'Afrique sub-saharienne ont en commun un certain nombre de caractéristiques qu'on associe aux économies engluées dans un piège d'équilibre précaire. Au nombre de ces dénominateurs communs, il y a : la pauvreté très répandue, les inégalités de revenu, l'épargne et l'investissement faibles. Nonobstant ces données, chaque économie a cependant sa spécificité susceptible de rendre toute approche normative au règlement des problèmes inopérant dans de nombreux cas. Par suite, il ne peut y avoir de solution unique et définitive qui satisferait les besoins de chaque pays. Une majorité de pays d'Afrique sub-saharienne ont, à divers degrés, suivi jusque-là ce qui est à présent connu comme le «Consensus de Washington» pour réaliser la compétitivité macro-économique (Stiglitz, 1998) et obtenir des fondamentaux macro-économiques corrects, (Ito, 1998), c'est-à-dire une inflation faible, un faible déficit budgétaire, moins d'impôts démobilitateurs, la transparence en matière d'impôts et autres réglementations et, pour compléter la liste, nous pourrions ajouter la libéralisation du marché. Ce à quoi tout ceci se résume, c'est obtenir de bonnes conditions pour réaliser la stabilité et la compétitivité macro-économiques, non pas comme une fin en soi, mais comme moyen de parvenir à une croissance soutenue et équitable. Le principal problème qu'il faudrait alors résoudre est de savoir comment introduire des mesures qui, entre autres choses :

- rehausseraient la concrétisation de l'augmentation du niveau et de la productivité de l'investissement
- réduiraient les incertitudes liées à la poursuite de réformes et à l'instabilité politique

- créeraient les conditions d'amélioration de l'épargne intérieure, en réfrénant la fuite des capitaux et en attirant les capitaux étrangers à long terme
- édifieraient le capital humain et les institutions sociales pour promouvoir l'esprit d'entreprise
- et, ce faisant, garantiraient la réalisation d'une croissance soutenue et équitable.

Comment mobiliser au mieux l'épargne intérieure tout comme les ressources extérieures pour la promotion d'une croissance et d'un développement soutenus serait une autre façon de résumer les principaux défis d'amélioration de la compétitivité macro-économique dans les économies de l'Afrique sub-saharienne. A cet effet, étant donné le contexte actuel de l'environnement international, il est nécessaire de mettre un accent tout particulier sur les tâches de mobilisation des ressources intérieures.

Du rôle du gouvernement, en général

Il ne fait presque aucun doute que le plan d'ajustement structurel (PAS) n'a pas réussi, comme on l'escomptait, à susciter la croissance de l'investissement en ASS, tout particulièrement en matière d'attraction de IED. Le PAS a mis un accent excessif sur la libéralisation des prix, en particulier du taux d'intérêt et du taux de change. Il a également été mis un accent excessif sur la réduction du déficit fiscal et des dépenses gouvernementales. La nécessité de réduire la taille des gouvernements a, dans certains cas, été interprétée à tort comme un retour à l'économie du laissez-faire. Selon l'argument conventionnel qui motive le PAS, l'effet d'éviction des dépenses du secteur public sur les activités du secteur privé a été considéré comme une entrave majeure au développement du secteur privé. Par conséquent, il fallait nécessairement préférer les structures de gestion de taille modeste à celles de plus grandes tailles dans chaque secteur de l'activité économique. Dans le cadre de la nouvelle et émergente perspective faisant suite au consensus de Washington, on reconnaît que le rôle du gouvernement pourrait devoir s'étendre à une participation active pour aider à créer et soutenir des institutions de marché, en particulier dans le difficile domaine des institutions financières, par exemple.

Les fonctions traditionnelles des gouvernements ne souffrent pas de discussion. Elles comprennent entre autres choses : la création d'institutions pour préserver la loi et l'ordre, la protection des droits de propriété, l'élaboration de lois pour garantir la concurrence, la promotion de la confiance dans les marchés par le biais de lois régissant l'exécution correcte des contrats, le maintien de loi contre la fraude, entre autres fonctions d'application de la loi. Cependant, la vieille dichotomie entre les rôles du secteur privé et ceux du secteur public ne semble plus soutenable. Chaque secteur doit plutôt savoir quelles sont ses responsabilités et les assumer efficacement pour apporter un complément aux efforts de l'autre, (Stiglitz, 1998). Il n'existe pas de formule facile pour définir une liste des domaines où la participation directe du gouvernement doit être accrue. Cela varie d'un pays à un autre et requiert des études spécifiques pour déterminer les domaines appropriés et le degré d'implication nécessaire dans chaque cas.

Le cadre macro-économique actuel dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, induit par le PAS, nécessite donc un affinement pour définir de façon adéquate le rôle et la portée de l'intervention du gouvernement quand et où cela s'impose. Il importe de le faire si les décideurs dans ces économies ne sont pas outillés pour concevoir des réponses appropriées aux chocs externes et pour faire efficacement face aux défis de la mobilisation effective des ressources intérieures pour le développement. Nous poursuivons à présent pour analyser plus en profondeur le rôle du gouvernement dans un certain nombre de domaines

spécifiques qui sont importants pour la réalisation et la préservation de bons fondamentaux macro-économiques.

La libéralisation des prix

La politique de libéralisation des prix peut encore être souhaitée par rapport à certains produits tel que le prix au producteur pour les produits agricoles. Dans certains autres domaines, une telle libéralisation est précipitée. Ceci est particulièrement vrai pour ce qui est de laisser le marché déterminer les taux d'intérêt. Fort de ce que nous apprenons de l'expérience de l'Asie de l'Est, la recherche d'une libéralisation totale des taux d'intérêt dans un contexte d'institutions de marchés financiers peu structurés peut se révéler néfaste pour la croissance et la stabilité. Il y a un besoin constant de contrôle par le gouvernement afin de savoir quand intervenir, le mode et la portée de l'intervention susceptible d'être requise pour protéger l'économie contre la sortie massive de capitaux. La majorité des pays de l'Afrique sub-saharienne doivent également accorder une plus grande attention aux politiques et aux mesures d'incitation pour attirer l'IED en plus du type d'investissement mobile en portefeuille. Dans les pays ayant des institutions naissantes de marchés de capitaux, capables d'attirer l'investissement en portefeuille, comme c'est le cas pour l'Afrique du Sud, les contrôles adéquats par les gouvernements s'imposent pour réduire la vulnérabilité de l'économie aux crises du type de l'Asie de l'Est. En plus de mobiliser les ressources externes, il peut se révéler nécessaire que le gouvernement intervienne de manière ponctuelle pour orienter ces ressources vers des utilisations des plus productives. Il n'y a, par exemple, pas de raison que des taux d'intérêt plus bas que ceux pratiqués sur le marché ne puissent pas être consentis aux investisseurs pour faciliter la formation du capital dans les secteurs ou les activités importantes qui, en temps ordinaire, n'attireraient pas de tels capitaux. Dans plusieurs pays, il est nécessaire qu'il y ait une structure de formation publique pour raviver la confiance du public dans les institutions bancaires qui se sont effondrées avec l'expérimentation de la libéralisation du taux d'intérêt dans le cadre du PAS.

Le déficit fiscal et les dépenses gouvernementales

Pour ce qui est des dépenses gouvernementales, un trop grand accent a été mis sur leur réduction afin de réduire la taille du déficit fiscal, et ce presque comme une fin en soi. Dans le cadre du PAS, on considérait qu'un objectif de 3% du PIB était un niveau optimal soutenable et souhaitable de déficit fiscal. Nombreux sont ceux qui, pour atteindre cet objectif, se sont engagés dans des programmes radicaux de réduction dépenses touchant tant aux dépenses récurrentes que courantes dans la mise en place de budget annuel et à moyen terme. Il s'impose également de revoir cette approche de la discipline fiscale. Ce n'est pas la taille du déficit fiscal, à elle toute seule, qui devrait en soi faire l'objet de grande préoccupation, mais la structure et l'orientation des dépenses gouvernementales tout comme la diversification et l'accroissement des sources de revenu du gouvernement. En lieu et place de l'emphase sur la réduction des dépenses gouvernementales, on devrait faire attention à la restructuration nécessaire pour soutenir et renforcer la croissance et la productivité de l'investissement du secteur privé. Outre le financement de l'investissement dans les secteurs traditionnels de développement de l'infrastructure, l'accent devrait être mis sur le développement du capital humain et le financement de la recherche pour promouvoir l'essor d'une base technologique locale.

Dans les domaines de l'éducation, les dépenses gouvernementales devraient être tournées vers l'édification du capital humain, injectées dans le partenariat actif avec le secteur privé. La tâche spécifique de promotion et de financement de la recherche et du

développement est très importante. C'est un domaine qui a eu peu ou pas d'intérêt pour l'IED ou le capital d'investissement privé local à cause du temps de gestation qu'il implique. Le secteur public peut combler cette béance en ouvrant la voie à l'investissement privé, tant étranger que local, en supportant les frais généraux de départ. Bien après ces phases initiales, le gouvernement doit apporter une aide continue pour accroître la capacité technique et administrative des petites entreprises en apportant son concours à l'acquisition ou à la mise au point de technologie.

Etant donné qu'ils reposent de manière excessive sur les revenus d'exportations, les gouvernements de nombreux pays, pratiquement tous les pays de l'Afrique sub-saharienne accordent peu ou pas d'attention aux possibilités d'accroître le revenu du gouvernement par le truchement de réformes des impôts tant désirées. Plutôt que de se concentrer sur les réductions de dépenses pour réduire la taille du déficit fiscal, on devrait orienter les efforts vers l'amélioration des recettes du gouvernement par une meilleure gestion à tous les échelons de l'administration fiscale. Bien que l'augmentation des impôts soit susceptible d'avoir un impact négatif sur l'épargne intérieure, le niveau des impôts devra être élevé pour atteindre ce seuil. Il s'impose d'élargir l'assiette de revenu du gouvernement et de réduire sa volatilité par le biais de réformes de politiques fiscales afin d'augmenter l'impôt sur la consommation, en particulier la consommation ostentatoire de l'élite urbaine.

La mobilisation de l'épargne intérieure

La majeure partie de l'investissement requis pour la manufacture devra provenir de la mobilisation de l'épargne intérieure. Un certain nombre de raisons explique cela. D'abord, comme notre analyse dans la partie III de cette étude l'a montré, les perspectives d'accroissement de l'APD, de l'IED et d'autres formes de flux de capitaux d'investissement étranger vers l'ASS, supérieurs à ce qu'ils sont actuellement, ne sont pas très brillantes à court et moyen terme. Il n'est également pas probable qu'une quelconque amélioration de l'environnement de l'investissement bouleverse la traditionnelle préférence de l'IED pour les entreprises générant des profits lucratifs rapides, tels que la production de cultures marchandes et l'exploitation de ressources minières. Il est également vrai que parmi les pays développés, y compris les nouveaux pays industriels, il n'y a presque pas d'exemple où le financement de l'industrialisation a reposé à titre principal sur le capital d'investissement étranger. Il a toujours joué un rôle secondaire par rapport au capital d'investissement localement constitué local en n'excédant pas, en général, la barre de 5% du PIB.

Un secteur financier actif est la clef du succès dans la mobilisation de l'épargne et son exploitation efficace pour stimuler l'investissement et la croissance. Des efforts doivent être faits pour une monétisation graduelle et systématique du secteur informel afin de l'intégrer au système financier de chaque pays. L'extension du marché financier, couplée à la stabilisation des prix et des taux de change, favorisera un taux de profit positif réel sur l'investissement local qui, à son tour, stimulera l'épargne intérieure, (UN/ECA, 1994). Il est nécessaire d'encourager l'essor de banques commerciales bien capitalisées et efficacement gérées, tout comme une Banque centrale autonome à même de contrôler et de réguler efficacement les activités des institutions de crédit et les institutions bancaires.

Amélioration du climat global d'investissement

En fin de compte, en cherchant à exploiter aussi bien l'investissement local que l'investissement étranger complémentaire, on doit accorder une certaine attention à l'amélioration du climat global d'investissement. Ceci favorisera un flux positif de ressources

nettes en direction des pays de l'Afrique sub-saharienne et mettra un frein à la fuite du capital, tant physique qu'humain. Il s'impose de moderniser le cadre administratif et légal approprié pour protéger les droits de propriété et décourager la fuite de capitaux. Une estimation récente montre que la fuite de capitaux en provenance des pays de l'Afrique sub-saharienne s'élevaient à presque 90% du PIB en 1991, (UN/ECA, 1994)). Les mesures pour endiguer et inverser la fuite de capitaux peuvent donc contribuer de manière significative à la mobilisation des ressources intérieures. Le climat global d'investissement doit être amélioré par la minimisation de l'incidence des changements fréquents de politique, de l'instabilité et des incertitudes qui ont souvent partie liée avec elles. Il est nécessaire de toujours poursuivre une démocratisation tant politique qu'économique croissante, et la décentralisation dans la prise de décision afin d'accroître l'efficacité, la transparence et l'obligation des gouvernements de rendre compte.

La lutte contre la corruption

Partie intégrante des principaux polluants du climat d'investissement dans la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne, le problème de la corruption mérite d'être mis en exergue et qu'on y mette un accent particulier. Jusque récemment, c'était un sujet tabou, en partie par peur d'offenser des gouvernants de certains pays de l'Afrique sub-saharienne. En dépit de leur gouvernance autocratique bien connue ou leur manque de gouvernance, certains d'entre eux contentaient fort bien les intérêts occidentaux considérés comme importants à préserver surtout avant la fin de la guerre froide. Le problème de la corruption était également en partie négligé à cause de la nature des activités impliquées et pour lesquelles on ne pouvait obtenir que peu ou pas de données indiscutables, tout au moins dans les comptes nationaux revenu. En troisième lieu, il a probablement été négligé sur la base de l'alibi selon lequel il n'existe aucun pays (fut-il développé ou sous-développé) qui soit totalement exempt de corruption. Toutefois, suite aux récentes initiatives de la Banque Mondiale, l'on commence à voir la corruption dans les pays de l'Afrique sub-saharienne non pas comme une perte triviale ou comme de simples écarts statistiques dans la comptabilité du revenu national, mais comme un grave problème économique. La corruption accroît les frais d'établissement, sape la confiance dans les gouvernements et, partant, décourage l'investissement et freine la croissance. Surtout quand elle est devenue institutionnelle, en plus d'accroître les frais, la corruption joue négativement sur l'investissement et la croissance en encourageant les activités rentières par rapport aux activités productives. Elle décourage l'investissement local en favorisant la fuite de capitaux dans la mesure où la plupart des biens acquis par le canal de la corruption ne peuvent se justifier ouvertement et sont, par conséquent, investis à l'étranger.

Il n'existe pas de moyen probant de mesurer en termes purement statistiques le niveau et l'ampleur de la corruption dans chaque pays de l'Afrique sub-saharienne. Il est toutefois largement reconnu que la corruption officielle est rampante dans nombre de pays de l'Afrique sub-saharienne. Et donc, si le niveau de l'investissement local est appelé à croître, le niveau de la fuite de capitaux à baisser et le rendement de l'investissement à augmenter, les gouvernements des pays de l'Afrique sub-saharienne devront admettre que la corruption est un sérieux problème économique qui doit être traité avec et vigueur. Ils devront travailler à introduire un mécanisme de marché de type transparent pour traiter des activités d'investissement du secteur public. Ceci n'aura pas seulement un impact direct sur les activités du secteur public mais également sur le secteur privé. Cela détournerait, par exemple, les activités commerciales des activités rentières pour les orienter directement vers les activités économiques renforçant la croissance.

La nécessité d'une stratégie de développement qui renforce la technologie

Tout ce qui précède présuppose une économie qui se trouve déjà sur le chemin d'une croissance soutenue et qui a été probablement déroutée par le manque d'attention aux fondamentaux économiques. Pour ces économies, revenir à des fondamentaux macro-économiques pourrait suffire pour rendre à l'économie sa compétitivité et le remettre sur le chemin d'une croissance soutenue. Nous soutenons cependant que le problème est beaucoup plus grave pour bon nombre de pays de l'Afrique sub-saharienne. Pour une majorité de ceux-ci, le premier et fondamental problème devrait être de savoir comment se défaire des entraves du piège d'un équilibre précaire et réaliser un décollage économique.

Après deux à trois décennies d'efforts d'industrialisation faibles, et vains dans de nombreux cas, à travers une stratégie de développement de substitution aux importations des années 1960 aux années 1980, il semblerait que la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne ont perdu la volonté de planifier le cours d'une stratégie de développement bien définie. Ceci peut en partie s'expliquer par le désenchantement faisant suite aux tentatives de la période d'après les indépendances de planifier le développement. Dans de nombreux cas, cela a suscité des espoirs sans améliorer le bien être du citoyen moyen. La désillusion explique en partie les fréquents changements de politique liés aux discours budgétaires annuels, et même bien avant que ces politiques n'aient eu suffisamment de temps pour arriver à maturité. Se démarquant d'une stratégie de développement bien définie, la région a été emmenée à expérimenter le pis-aller à court terme consistant en politiques corrigées en fonction de la gestion de la demande. Même par rapport à cela, l'impatience et le désir de solutions faciles se sont également manifestés par les changements de politiques. A cet effet, la nécessité d'une stratégie de développement à long terme bien définie s'impose, de même que la nécessité de mettre un plus grand accent sur l'analyse comme moyen de garantir une conception et une mise en œuvre efficaces de programmes de développement.

Stratégie de développement de production axée sur les petits producteurs

C'est un fait reconnu depuis belle lurette que le développement se produit par phases. La vieille théorie de développement à la Kuznets (1959, 1971) et à la Rostow (1960) définit un ensemble minimal de conditions pour un décollage économique vers un chemin de croissance soutenue. Etant donné que diverses forces de développement économique opèrent pendant les différentes phases, il est d'une grande importance que les politiques soient corrigées pour les faire concorder avec les divers besoins liés aux différents stades. En conséquence, une modélisation rigoureuse est nécessaire pour faire face à ce qui, dans de nombreux cas, sont des non-linéarités caractéristiques du chemin complexe du développement, (Ito, 1998).

Notre principale proposition est donc que nous pouvons avoir les cas exceptionnels de quelques pays comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe qui ont une économie assez bien diversifiée et ont fait des progrès notables dans l'édification d'une base manufacturière. Toutefois, vu leur phase de développement, pratiquement toutes les autres économies de l'Afrique sub-saharienne doivent faire attention aux conditions initiales de décollage. A notre avis, une des plus importantes composantes, qui fait défaut à nombre de pays, et conformément à la théorie moderne de croissance, est la composante technologique. Il s'impose de poursuivre une stratégie de développement qui faciliterait l'acquisition des compétences et le développement d'une base technologique locale. Une telle stratégie de développement devrait être à même de créer la capacité d'adapter de manière significative les

technologies importées et de promouvoir un lien actif entre le développement agricole et le développement industriel. Une approche de production axée sur les petits producteurs (POSH)⁶ suivant les exemples de la République de Chine et de Taiwan (Chine) est essentielle pour remplir les conditions minimales nécessaires et suffisantes pour un décollage des pays de l'Afrique sub-saharienne. Cette politique permettrait à la région d'exploiter l'énorme potentiel qui existe dans les vastes secteurs informels urbain et rural qui dominent pratiquement chaque économie africaine. Ce secteur est, pour l'heure, en marge de l'essentiel de l'effort de développement entrepris dans de nombreux pays. Aussi longtemps qu'il demeurera négligé, la recherche des indicateurs de stabilité macro-économiques uniquement dans le secteur modernisé ne suffira pas pour mettre en œuvre le renforcement de la compétitivité et de la croissance équitable. La négligence du secteur informel et la concentration sur les investissements de grande envergure dans le secteur moderne de ces économies demeurent une source importante d'injustice dans la création et la distribution de la richesse. Les politiques d'exploitation des potentiels existant dans le secteur informel ont beaucoup à faire pour garantir que la vaste majorité du peuple, jusque-là marginalisée, enfermée dans le secteur informel, commence à recevoir l'attention qu'elle mérite. Les acteurs du secteur informel doivent être intégrés dans le tissu économique et affranchis pour accroître leur productivité et exploiter leur créativité au travers d'une modernisation systématique.

Le renforcement de capacité d'analyse de politique

La nécessité d'accorder une attention à l'analyse a à voir avec le problème d'une stratégie de développement ciblée. Maints décideurs des pays de l'Afrique sub-saharienne dédaignent ou méprisent l'analyse rigoureuse. On accorde souvent la préférence aux procédés empiriques ou à des approches importées simples pour résoudre les problèmes économiques complexes. S'il est reconnu que les problèmes à résoudre sont complexes et ont, par le passé, défié les prescriptions simples, l'on se doit d'accorder une plus grande attention à l'analyse minutieuse, rigoureuse et poussée. Ceci a pour but de garantir que même les solutions généralement appliquées soient bien adaptées aux besoins spécifiques de différents pays ou aux divers stades de développement d'un même pays. Les gouvernements dans les pays d'Afrique sub-saharienne doivent encourager le renforcement des capacités pour faire face tant à la formulation de politique qu'à l'exécution au suivi des politiques et programmes de développement. Il s'impose également de créer un partenariat entre les experts locaux et les experts étrangers plutôt que de favoriser une relation substitutive. Les théories et les exemples passés tirés de l'histoire peuvent fournir des anecdotes utiles mais ils ne constituent pas des substituts à l'analyse, (Stiglitz, 1998). Une partie de la nouvelle perspective de développement soutient que même les solutions généralement appliquées exigent une adaptation appropriée et efficace aux cultures et aux valeurs locales pour laquelle rien ne peut remplacer l'expertise locale ; d'où la nécessité de favoriser le renforcement des capacités en matière d'expertise locale pour orienter la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement. A cet effet, Le Consortium africain de recherche économique (African Economic Research Consortium, AERC), la Fondation africaine pour le renforcement des capacités (African Capacity Building Foundation, ACBF) et, en particulier, Le Réseau des centres d'excellence pour l'avenir de l'Afrique constituent des initiatives heureuses. Elles méritent le soutien et le parrainage de chaque gouvernement africain aussi bien que du secteur privé.

⁶ Pour plus de précisions et une discussion plus poussée de ce concept, voir Olofin (1995) ; Premier plan de perspective de la Commission nationale de planification, Abuja, 1997.

VI. CONCLUSION

En conclusion, il semble que le problème de manque de compétitivité de la part des économies africaines va au-delà de la mauvaise performance par rapport aux fondamentaux macro-économiques. Pour plusieurs de ces pays, le fait d'accorder une attention à ces fondamentaux est susceptible de déboucher sur une stabilité macro-économique mais pas sur la compétitivité. Améliorer la compétitivité implique que l'on entre dans la course. Pour la majeure partie des pays de l'Afrique sub-saharienne, comment réaliser le décollage pour entrer dans la course pour la compétitivité est un problème encore plus crucial et devrait être le centre d'intérêt des politiques. C'est un problème à long terme qui requiert que l'on fasse attention aux fondamentaux macro-économiques conventionnels. Il nécessite, en outre, un vif intérêt pour une stratégie bien ciblée et un grand attachement à l'analyse. Ce faisant, les problèmes importants seront correctement diagnostiqués, et des solutions adéquates et durables identifiées à des fins d'application. Il ne saurait y avoir un programme simple, unique et définitif.

REFERENCES

- African Development Report, (1997), African Development Bank, Cote d' Ivoire.
- Barro, R. and X. Sala-i-Martin, (1995) *Economic Growth*, New York: McGraw-Hill.
- Blejer, M., M. Khan, (1984) "Government Policy and Private Investment in Developing Countries". IMF Staff Papers, No 31. International Monetary fund, Washington D.C.
- Befekadu, D. (1994), "An African perspective on Long-term Development in Sub-Saharan Africa", in Cornia, G. and Helleiner G. K. (eds.) *From Adjustment to Development in Africa*. (Martins Press N.Y).
- Braun G. (1990), The Poverty of Conventional Development Concepts, in: *Economics*, Vol. 42 pp 55-66
- Bruno, M. (1979), "Stabilization and Inflation in a Semi-industrialized economy", in: Dornbusch, Rudiger and Frenkel, Jacob A. (eds.) *International Economic Policy, theory and evidence*, John Hopkins University Press, Baltimore, pp. 270-289.
- Buiter, W. (1988), 'Structural and Stabilization Aspects of Fiscal and Financial Policy in the Dependent Economy', *Oxford Economic Papers*, vol. 40, no. 2.
- Cockcroft, L. (1992), 'The Past record and Future Potential of Foreign Investment', in F. Stewart, S. Lal, and S. Wangwe (eds), *Alternative Development Strategies for Sub-Saharan Africa* (London ;Macmillan)
- Demery, L. (1994) 'Structural Adjustment: Its Origins, Rationale and Achievements', in Cornia, G. and Helleiner G.K. (eds.) *From Adjustment to Development in Africa* (St. Martins Press, New York).
- Dornbusch R. (1988), Notes on Credibility and Stabilization. NBER, Working Paper No 2790, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.
- Fairnairn, T.I.J., (1992), *Private Sector Development in the South Pacific: Options for Donor Assistance*. Pacific Studies Monograph No 3. The Centre for South Pacific Studies, University of New South Wales, Kensington.
- Fine Ben, (1998), *Endogenous Growth Theory: A critical Assessment*, School of Oriental and African Studies, /department of Economics Working paper Series, No 80.
- Green, J., and D. Villanueva, (1991), "Private Investment in Developing Countries: an Empirical analysis" *IMF Staff Papers* 39(1). International Monetary Fund, Washington D.C.
- Giovanni A. Cornia and G. K. Helleiner (eds.) 1994, *From Development to Adjustment in Africa*, Conflict controversy convergence consensus? St. Martins Press, New York.
- Helleiner G.K. (1994), "From Adjustment to Development in Sub-Saharan Africa, Consensus and continuing conflict" in G. A. Cornia and G. K. Helleiner (eds.) *From Adjustment to Development in Africa*, St. Martins Press, New York. pp. 3 - 25.
- Ito, Takatoshi, 1998. "What Can Developing Countries Learn from East Asia's Economic Growth?", in: *Annual World Bank Conference on Development Economic, 1997*. The World Bank, Washington D. C.
- Jayaraman T. K., (1996). *Private Investment and Macroeconomic Environment in the South Pacific Island countries: A cross-country Analysis*. Asian Development Bank, Occasional Papers Number 14.
- Kutznets, Simon. (1959), *Six lectures on Economic Growth*, New York: Free Press.
- _____. (1971), *The Economic Growth of Nations*, Cambridge Mass.: Harvard University Press.
- Lall, S. (1987), *Long-term Perspectives on Sub-Saharan Africa*. (Washington, DC: World Bank).

Liedholm, C. and Mead, D. (1987) 'Small-Scale Industries in Developing countries: Empirical Evidence and Policy Implications', *MSU International Development Paper*, no 9 (Michigan: Michigan State University, Department of Agricultural Economics).

Lucas, R., (1988), "On the Mechanics of Economic Development " *Journal of Monetary Economics*, vol 22, no1, pp.3-42.

Mkandawire, T. (1990), 'Growth Exercises on Zambia, paper prepared for the WIDER Project on Medium-term Adjustment Strategies, Helsinki.

North, D.C., (1990), Institutions, *Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University.

Ohiorhenuan, J. E. and Poloamina I.D. (1992), 'Building Indigenous Technical Capacity in African Industry: The Nigerian Case', in F. Stewart, S. hall, and S. Wangwe (eds.) *Alternative Development Strategies for Sub-Saharan Africa* (London: Macmillan).

Olofin, S., (1989), 'The Asian NICs Growth Model as Alternative Development Strategy in Africa: What Prospects', Paper presented at Project LINK Conference, (INSEE, Paris, France, September).

_____. (1990), 'Prospects for an Outward Looking Industrialization Strategy under Adjustment in Sub-Saharan Africa', Paper presented at the World Bank African Economic Issues Conference, (Nairobi, Kenya, June 4-7)

_____. (1995) "Economic Development in Sub-Saharan Africa", Paper presented at LINK conference; University of Pretoria, South Africa.

_____. (1997), "Economic Performance and Prospects in Sub-Saharan Africa", CEAR Working Paper, CRWP. 97/2, CEAR, University of Ibadan, Ibadan.

_____. (1998), "Modern Theory of Economic Growth", Department of Economics Seminar, University of Ibadan, Ibadan, (mimeo).

Otzen, Uwe, (1995) "An Analysis of the World Bank Study: A Continent in Transition: Sub-Saharan Africa in the Mid-1990s" in *Economics*, Vol. 51.

Page J. M. and W. F. Steel (1984), 'Small Enterprises Development: Economic Issues from African Experience', Technical Paper, no. 26 (Washington, DC: World Bank).

Rodirik, D., (1989), Policy Uncertainty and Private Investment in Developing Countries. Working paper, No 2999, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.

Romer, P. M. (1986), 'Increasing Returns and Long-Run Growth', *Journal of Political Economy*, vl.94

Rostow, W. W., (1960), *The Stages of Economic Growth: A non-Communist manifesto*, Cambridge University Press.

_____. (1994), "The Origins of Endogenous Growth", *Journal of Economic Perspectives*, vol 8, no1 pp. 3 - 22.

Serven, L., (1990), anticipated Real Exchange Rate Changes and the Dynamics of Investment . PRE Working Paper. No 562. The World Bank, Washington D.C.

_____ and A Salimano, (1992), "Private Investment and Macroeconomic Adjustment: A survey." *The World Bank Research Observer* 7(1): 3-20.

_____. (1993), "Debt Crisis, Adjustment Policies and Capital Formation in Developing Countries." *World Development*. 21(1):127-140.

Stiglitz, Joseph, 1996. "Some Lessons from the East Asian Miracle." *The World bank Research Observer* 11 (2): 151-78

_____. (1998), " An Agenda for Development in the Twenty-First Century" in *Annual World Bank conference on Development Economics, 1997*, World Bank, Washington D.C.

Solimano, A., (1992) "How Private Investment Reacts to Changing Macroeconomic conditions: the Chilean Experience in the 1980s", in: Chibber, M. Daialani, and N Shafik eds., *Reviewing Private Investment in Developing Countries: Empirical Studies and Policy Lessons*. Amsterdam: North Holland.

Stewart F. S. Lall and S. Wangwe (eds.) (1992) *Alternative Development Strategies for Sub-Saharan Africa* London: Macmillan,).

UNDP (1993), *Human Development Report 1991* (New York, United Nations Development Programme).

UN/ECA (1989), *African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes for Socio-Economic Recovery and Transformation*, E/ECA/CM. 15/6/Rev. 3. Addis Ababa.

_____. (1994) *Revitalisation of Investment for Africa's Development, prospects in the 1990s and beyond*. UNECA. Monograph Series on African Development Issues and Policies, Addis Ababa.

World Bank (1989), *Sub-Saharan Africa, From Crisis to Sustainable Growth, A Long-Term perspective Study* (Washington, D.C.: World Bank.

_____. (1990), *World Development Report 1990* (Washington, DC. World Bank).

_____. (1992), *World Development Report 1992* (Washington DC: World Bank).